



Des solutions radicales pour le monde agricole

Depuis janvier, le monde agricole est en ébullition. La faute au productivisme, qui a créé un modèle terriblement fragile : solitude, endettement, surconsommation de carburants, d'engrais et de pesticides toujours plus chers... Comme l'épuisement des ressources et le dérèglement climatique font grimper les tarifs, le système craque. Il est temps d'en imaginer un autre.

Les paysans et paysannes nourrissent la société, donc la société leur doit une juste et digne rétribution. Il n'y a rien de choquant à ce que de l'argent public alimente un secteur productif vital.

Le problème est que les subventions de la Politique agricole commune (PAC) sont utilisées pour conformer l'agriculture à un modèle mortifère et sans avenir : investir sans fin (et en vain) dans la mécanisation, les mégabassines, les intrants chimiques, les pesticides, l'agrandissement des structures...

Les exploitations les plus vastes sont les plus subventionnées. Les petites et petits paysans sont laissés pour compte.

LE SYSTÈME ACTUEL FONCE DANS LE MUR

Des exploitations toujours plus vastes, toujours moins de travailleuses et de travailleurs, un temps de travail démesuré, une rétribution toujours plus faible (18 % des paysannes et paysans vivent sous le seuil de pauvreté), un risque de suicide supérieur de 30,9 % à celui du reste de la population, une fuite en avant dans la mécanisation, les intrants chimiques, les pesticides, l'accaparement des semences et de l'eau... Le capita-

lisme épuise les ressources de la planète. La hausse du prix du gaz, du pétrole, de l'électricité, la raréfaction de l'eau, sont structurelles et vont se poursuivre. Le prix des intrants chimiques grimpera en conséquence. Continuer à investir dans des engrais, des pesticides, des mégabassines, s'entêter dans un système sans avenir, c'est condamner les paysan-nes à l'étranglement.

DES REVENDICATIONS QUI MÈNENT À L'IMPASSE

Revendiquer des subventions ou des détaxes pour pouvoir continuer à acheter du carburant, des engrais et des pesticides, c'est une solution de survie, mais à moyen terme, c'est foncer dans le mur. C'est la logique à laquelle poussent les banques, les semenciers, l'industrie chimique, la FNSEA, la Coordination rurale et l'extrême droite, par soif de profit, démagogie électorale, ou les deux à la fois.

LA PROPOSITION D'UNE AUTRE TRAJECTOIRE

La Confédération paysanne propose des alternatives : prix agricoles garantis ; abrogation des traités de libre-échange, antisociaux et anti-écologiques ; aides

conséquentes pour la transition agroécologique ; priorité à l'installation de jeunes paysans, plutôt qu'à l'agrandissement des structures ; arrêt de l'artificialisation des terres ; création d'une « Sécurité sociale de l'alimentation ».

LA NÉCESSITÉ D'UNE TRANSFORMATION ANTICAPITALISTE

Mais dans le secteur agricole comme ailleurs, la nécessité est celle d'une sortie du capitalisme.

– comme les autres secteurs économiques vitaux, l'agriculture devrait devenir un service public, fondé sur des normes sanitaires et écologiques qui respecteraient la santé des travailleurs et des consommateurs ;

– toutes les fermes et collectifs de travail volontaires devraient pouvoir s'insérer dans ce service public ;

– le revenu y serait garanti, encourageant l'installation d'agriculteurs et agricultrices, leur accroissement, l'élargissement des collectifs, la réduction du temps de travail ;

– une planification démocratique, selon des échelons territoriaux cohérents, devrait éviter la surproduction ;

– l'importation de produits agricoles devrait être limitée à ce qui ne peut être produit localement.

Il ne s'agirait donc pas de créer des kolkhozes avec un travail caporalisé, mais d'aller vers une socialisation libre et volontaire de l'agriculture, qui corresponde à la fois aux aspirations paysannes à l'autonomie, et aux besoins de la population.

Sources : Insee 2020, MSA 2023, Rapport n°21040 du ministère de l'Agriculture, 30 janvier 2023.



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite rejoindre l'Union communiste libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*
(30 euros pour un an, 20 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM PRÉNOM
TÉL. EMAIL
ADRESSE

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19